

naient une interprétation différente à la lettre. Il va sans dire que les cultivateurs concernés ne peuvent pas du tout rembourser leurs avances avec la quantité de grain qu'ils ont pu livrer.

Le ministre de l'Agriculture (M. Olson) nous a fait une longue énumération des mesures prises par son ministère pour venir en aide à l'agriculture. Très bien. On ne peut pas être perdant sur toute la ligne. Néanmoins, on aurait pu suivre d'autres politiques pour tenter de redonner espoir aux agriculteurs aujourd'hui aux prises avec de très grandes difficultés financières. Le 13 mai, le ministre m'adressait une lettre au sujet du programme LIFT dans laquelle il disait que le programme avait pour objet d'accroître les rentrées d'argent des cultivateurs qui ont du grain sur les bras. Bon nombre d'agriculteurs de l'Ouest n'ont pas de grain en réserve. La lettre du ministre illustre bien la tentative de diviser la communauté rurale de la nation pour régner sur elle. Nous savons tous en effet que les régions agricoles du pays ont grand besoin d'argent. Rien n'a été fait en vertu des lois existantes pour mettre des fonds à la disposition des producteurs, pour assurer la survie des collectivités dont ils font partie.

Le ministre a tenté de faire croire que, de ce côté-ci de la Chambre, nous cherchions à infléchir la tendance donnée par le gouvernement depuis des douzaines d'années. La motion est cependant claire. Elle ne mentionne que les politiques qui ont délibérément déprimé l'économie agricole, qui ont causé beaucoup de chômage et de perte de revenu entraînant un ralentissement de la croissance économique et assombrissant l'avenir de tous ceux qui s'adonnent à l'agriculture.

Qu'est-il advenu du rapport de la Commission de planification déposé à la Chambre? Récemment, un groupe de travail a été créé en France pour faire connaître l'état de l'agriculture en ce pays. Mais au moins il a considéré les problèmes de l'industrie agricole de façon positive, avec la conscience du grand appoint de l'agriculture au bien-être de la nation. Ce n'est pas le cas du rapport déposé ici. Il dit qu'il faut orienter les politiques agricoles vers la production efficace et suggère que le ministère fédéral de l'Agriculture soit appelé ministère de l'Industrie agricole. La belle affaire. Il semble que certaines de ces personnes n'avaient rien à apporter aux travaux de la Commission, c'est pourquoi elles ont proposé une nouvelle désignation du ministère, s'imaginant que cela résoudrait les problèmes.

D'après le rapport, il faut des programmes de nature à stimuler la demande sur les marchés actuels et futurs. Les députés de mon

parti ont dit et redit qu'ils ont pleine confiance dans la Commission du blé à laquelle il faut fournir les instruments de travail nécessaires. Le Canada ne peut s'attendre sans cesse à des statistiques de ventes favorables à moins d'établir des missions commerciales à l'étranger. Au lieu de se reposer sur ses lauriers et de se glorifier de ses succès passés, le gouvernement devrait établir des missions commerciales dans les autres pays pour y faciliter la vente de nos produits, ce qui profiterait aux producteurs.

Le rapport a également signalé que les subventions et les prix de soutien n'ont pas réussi à rendre les entreprises agricoles plus rentables et qu'ils devraient être abolis aussitôt que possible. Monsieur l'Orateur, quiconque a lu à ce sujet sait que le Canada est le seul pays exportateur de céréales qui ne s'occupe pas de ses producteurs, le seul pays exportateur qui compte que ses producteurs subventionneront les trésoreries d'autres pays. Le ministre d'État doit être parfaitement au courant, mais il n'a pas déclaré qu'un prix de base devrait être établi pour les céréales vendues sur nos marchés intérieurs. Même qu'on ne vende pas plus de 25 p. 100 de nos céréales au Canada, il reste que le prix intérieur pourrait être haussé sans porter atteinte à l'économie.

La Commission de planification a recommandé en outre que les jeunes cultivateurs qui n'ont pas les qualités voulues pour réussir, quittent l'industrie, en ayant recours aux programmes de bien-être, au recyclage ou en acceptant un emploi dans d'autres secteurs de l'économie. Les jeunes cultivateurs canadiens ont dans de nombreux cas fait des études universitaires et suivi des cours en agriculture. Ce sont eux qui dirigeront la production. Néanmoins, on propose qu'un grand nombre d'entre eux quittent les fermes pour venir s'établir dans les régions métropolitaines où ils devront faire face à la pauvreté et à un milieu pollué.

• (3.00 p.m.)

A mon avis, si le gouvernement n'a pas l'intention de la diviser pour régner sur l'économie agricole, il devrait alors considérer les régions rurales et constater que quiconque propose de fragmenter les centres ruraux rend un mauvais service à la nation. Un autre rapport de la Commission recommande, à l'égard des autres cultivateurs, qu'on prévoie les affectations voulues pour stimuler la formation des dirigeants, pour instaurer des techniques d'informatique élaborées, pour perfectionner les prévisions du marché et des prix et pour recourir à d'autres outils gestionnels du même genre.